

Revue européenne
des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

Revue européenne des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

XL-123 | 2002

La société de l'information. État des lieux

La « société de l'information » au péril de la réflexion sociologique ?

Frédéric Ischy



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/603>

DOI : 10.4000/ress.603

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2002

Pagination : 21-34

ISBN : 2-600-00693-1

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Frédéric Ischy, « La « société de l'information » au péril de la réflexion sociologique ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XL-123 | 2002, mis en ligne le 01 décembre 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/603> ; DOI : 10.4000/ress.603

Frédéric ISCHY

LA «SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION» AU PÉRIL DE LA RÉFLEXION SOCIOLOGIQUE?

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) suscitent depuis quelque temps un intérêt marqué de la part du monde économique, des médias, des pouvoirs publics ainsi que du milieu académique. En fait, les premières formulations manifestes de cette thématique datent maintenant de près de quarante ans, et l'intérêt en la matière a refait pleinement surface au début des années 1990. En effet, certains voient avec l'apparition, la diffusion rapide et l'utilisation de plus en plus intensive de ces technologies, et notamment de l'Internet qui en constitue la figure la plus emblématique, l'émergence d'un nouvel ordre social. Une rupture radicale avec l'époque industrielle instaurerait un *Nouvel Age*, qualifié tantôt de postindustriel, d'informationnel, de numérique ou de digital, et qui serait symbolisé par la société de l'information (SI). Cette SI présenterait alors quantité de promesses mais aussi des dangers. Elle constituerait cependant la nouvelle frontière à atteindre dans le cadre des conquêtes successives de l'humanité.

D'un usage de plus en plus généralisé, l'idée de SI s'avère pourtant rarement clarifiée avec toute la rigueur requise. Nous nous proposons donc d'explorer plus en détail les conceptions qui sous-tendent cette notion, et qu'elle véhicule ainsi plus ou moins implicitement.

QU'EST-CE AU JUSTE QUE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION?

Malgré les disputes relatives à la paternité du terme même (Duff, 2000) et malgré l'origine plutôt hétérogène de l'idée en général de SI (Mattelart 2000 et 2001 ; Simioni, 2000), un certain consensus s'est instauré pour souligner l'importance du sociologue américain Daniel Bell dans la cristallisation de la notion et sa « popularisation ». Pour lui, la SI se réfère en particulier à l'idée de société postindustrielle qui présente trois aspects essentiels :

- a. The change from a goods-producing to a service society
- b. The centrality of the codification of theoretical knowledge for innovation in technology
- c. The creation of a new « intellectual technology » as a key tool of systems analysis and decision theory (Bell, 1979:163).

Dans ce contexte, l'information (sa production, sa diffusion, son traitement, son stockage), les NTIC¹ et l'infrastructure qui leur est liée revêtent une importance cruciale.

En dépit de l'existence de telles « définitions », peu ou prou admises, le statut proprement ontologique de la SI n'est que trop rarement questionné, tant le discours contemporain se voue en priorité à la légitimation d'un projet de sortie de crise et d'un « mieux » généralisé grâce aux technologies numériques et par l'instauration ou la consolidation de la SI². Une telle réflexion de nature épistémologique s'avère pourtant essentielle et devrait, à nos yeux, être au fondement de toute argumentation pertinente.

Pour simplifier, deux manières d'appréhender le statut ontologique de la SI peuvent être envisagées : l'approche « réaliste » et l'approche constructiviste. Afin de lever dès le départ tout malentendu, il convient d'insister sur le fait que ces deux approches forment des « entrées » particulières en la matière. Elles ne constituent donc jamais ou presque des positions claires et univoques qu'adopterait tel ou tel acteur. En fait, nous sommes ici en présence d'un continuum où chacune des deux « clés d'entrée » considérées représente un pôle.

Le pôle « réaliste »

À cette extrémité du continuum, l'existence ontologique des idées est pleinement acceptée. Ces dernières sont alors considérées comme nécessairement dictées à l'observation par la nature même des choses. Dans cette perspective, la SI est considérée comme un fait « brut », une « chose » de la réalité, un élément concret du monde, élément qui est ainsi, en tout ou en partie, extérieur aux représentations que peut s'en faire l'observateur.

L'école de l'*Information Economy*, dont notamment Bell s'inspire, relève de cette posture « réaliste » ou substantiviste. En effet, elle propose des critères – en priorité quantitatifs et économiques – pour mesurer le degré d'informatisation d'un pays. Ce degré d'informatisation doit être entendu comme développement des « activités informationnelles » et non pas seulement comme développement de l'informatique, et les critères utilisés sont liés aux infrastructures (nombre et qualité des lignes de communication ; quantité de téléphones, d'appareils de télévision, d'ordinateurs ; circulation des journaux ; etc.), à l'économie proprement dite (mesure de l'importance du secteur des services dans l'économie nationale, pourcentage des travailleurs exerçant une « activité informationnelle », part du « secteur de l'information » dans le PNB, contribution du « secteur de l'information » à la productivité de l'industrie, etc.) et à l'éducation (degré d'alphabétisation,

¹ Un rapide survol de la genèse des NTIC devrait nous empêcher de les qualifier de véritablement « nouvelles ». De même, il peut paraître préférable de parler de « technologies numériques » ou de « médias numériques » afin de nommer avec plus de précision ce dont il est réellement question et afin de se démarquer du discours d'accompagnement sur la SI.

² « L'émergence d'une société de l'information ouvre de vastes perspectives. L'enjeu économique est évident. L'industrie du multimédia, où se retrouvent informatique, télécommunications et audiovisuel, constitue désormais l'un des moteurs de la croissance et un gisement d'emplois. [...] Mais les bouleversements introduits par les technologies de l'information dépassent largement le seul enjeu économique : l'essor des nouveaux réseaux d'information et de communication offre des promesses sociales, culturelles et, en définitive, politiques » (Jospin, 1997).

niveau scolaire en général, etc.)³. De manière analytique et synthétique, Alistair Duff (2000) résume l'approche « réaliste » en la découpant en trois lignées distinctes bien que ces dernières soient le plus souvent mêlées dans le concret : (a) le courant dit du « secteur de l'information », secteur dont l'importance économique croissante justifierait le recours à la notion de SI (la thèse soutenue par ce courant recoupe celle de l'école de l'*Information Economy*); (b) la lignée des interprétations en termes de « technologies de l'information » qui voit dans l'émergence, la diffusion rapide, l'usage exponentiel et la nature même des technologies numériques (effacement de la distance et du temps, organisation en réseau, etc.) les bases d'une transformation sociale profonde incarnée par la SI et (c) la tradition dite des « flux d'information » qui est portée avec le plus de diligence par l'école japonaise du *Joho Shakai (Information Society)* dont les études visent à mesurer les flux croissants de tout type d'information quels qu'en soient la nature et le support (Ito, 1981).

Les diverses options « réalistes »⁴ essuient de nombreuses critiques. Ces critiques sont de nature très hétérogène : certaines tempèrent sans remettre en cause les postulats du paradigme de la SI, par exemple à travers l'illustration de la complexité de cas concrets; d'autres rejettent carrément la pertinence de la notion même de SI; d'autres encore, de manière plus ambiguë, condamnent seulement les implications – jugées dès lors négatives pour l'essentiel – de l'instauration d'une SI⁵. Une revue raisonnée de ces différentes critiques mériterait un travail en soi, dépassant largement le cadre du présent article. C'est pourquoi nous nous contenterons ici de mentionner brièvement quelques-unes des objections parmi les plus décisives.

³ Voir, entre autres, Machlup (1962), Porat (1976), Dordick et Wang (1993). Bien évidemment, ces critères ont été actualisés par la prise en compte des divers taux de connexion à l'Internet et autres mesures du développement du « e-commerce », etc. Voir par exemple :

- Suisse / Office fédéral de la statistique / Les indicateurs de la société de l'information / http://www.statistik.admin.ch/stat_ch/ber20/indic-soc-info/ind20f_intro.htm;
- Union européenne / Commission européenne / Information society website. Measuring the information society / http://europa.eu.int/information_society/basics/measuring/index_en.htm;
- Union européenne / European Survey of Information Society / Basic facts and indicators, novembre 2000 / <http://www.eu-esis.org/Basic/HomeBasic.htm>;
- OCDE / Measuring the ICT sector. Information society / http://www1.oecd.org/dsti/sti/it/prod/measuring_ict.htm;
- Union Internationale des Télécommunications / ITU Telecom Indicators / <http://www.itu.int/itudoc/itu-d/indicato/index-fr.html>;
- Banque Mondiale / Infodev / Information Infrastructure Indicators, 1990-2010 / <http://www.infodev.org/projects/375/fin375.htm>;
- ISI (Information Society Index), countries and current ranking / <http://www.worldpaper.com/2001/jan01/ISI/2001%20Information%20Society%20Ranking.html>

⁴ Ainsi, par exemple, la majorité des rapports consacrés aux technologies de l'information et de la communication ainsi qu'à la SI, en provenance d'instances politiques de toutes sortes, présente une forte orientation « réaliste » de quelque lignée que ce soit (Berthoud et al., 2002). Le développement d'indicateurs chiffrés en témoigne.

⁵ Pour une présentation plus complète des divers types de critiques adressées aux « réalistes », voir notamment Simioni, 2000 : 30-32.

Une première critique majeure consiste à dire qu'il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de mesurer la SI et ainsi de circonscrire une définition quantitative – et même qualitative – satisfaisante de celle-ci. En effet, comment distinguer sans arbitraire ce qui relève d'une « activité informationnelle », ce qui en relève partiellement ou pas du tout ? Le coiffeur, le routier, l'enseignant, l'infirmière, l'employé d'un bureau de poste, etc. sont placés dans le secteur de la production de services mais ils sont aussi généralement versés dans le « secteur de l'information » par les arpenteurs de la SI. Or, ces professions correspondent-elles à des « activités informationnelles » et, le cas échéant, uniquement à des activités de type « informationnel » ? Si les techniques constituent le fondement de la SI, quelles techniques sont véritablement impliquées et à partir de quel degré technologique entrerait-on dans la SI, car toute société dispose depuis tout temps de techniques d'information et de communication y compris, depuis quelques années et pour la plupart, de technologies numériques ? Quels doivent être le degré de diffusion de ces techniques, le niveau et la qualité de leur usage pour pouvoir parler à coup sûr de SI ? Ce genre d'interrogation peut se répéter à l'infini : comment évaluer la « valeur » d'une information, son « prix » n'étant pas forcément lié à sa valeur économique et/ou son intérêt en général ? A partir de quel degré les réseaux instaурeraient-ils une SI et à partir de quel degré un lien de communication deviendrait-il un réseau véritable ? Etc. (voir, entre autres, Webster, 1994 ; Bannon, 1997 ; Duff, 2000).

Une deuxième critique majeure réside dans le fait que, si la SI a peine à recevoir une définition acceptable, il en va de même de la notion d'information que l'on place pourtant au centre du propos (Bannon, 1997). La plupart des définitions de la SI considèrent l'information en termes non sémantiques, excluant la signification, le sens et se concentrant uniquement sur l'aspect quantitatif d'ailleurs difficilement évaluable (Webster, 1994). L'information tend de plus en plus à être considérée comme une représentation objectivée, abstraite, décontextualisée, indépendante de l'être humain⁶. Or, si la théorie mathématique de la communication démontre que l'information (dans le sens de données « brutes », data ou, mieux, de *bits*) s'avère quantifiable et codable, il apparaît pourtant encore bien difficile, voire à jamais impossible, de formaliser et de numériser l'interprétation, le jugement du sujet-émetteur et/ou récepteur qui, en fait, s'avère co-constructeur du sens d'un message, du sens de l'information. Car, à n'en pas douter, la recherche (forcément sélective), la réorganisation et l'interprétation de l'information constituent le noyau de la connaissance. On ne peut donc pas faire correspondre rigoureusement information à savoir ou connaissance, ces derniers « dépassant » en fait la première. La construction du sens se révèle un processus complexe, lent ; disposer de plus d'informations ne signifie donc pas forcément posséder de meilleures connaissances. Ainsi, le « savoir théorique » cher à Bell et ceux qui le suivent – « savoir théorique » dont l'importance n'est pourtant pas neuve dans quelque société que ce soit, même si les formes et les contenus de ce savoir varient – ne peut en rien être réduit à l'information.

⁶ Dans ce contexte, tout peut alors être *a priori* réduit en information, accroissant ainsi la « transparence » et améliorant en conséquence la gestion rationnelle de la nature, de la société et de l'homme en général (Tsoukas, 1997).

Le pôle constructiviste

Cette posture que l'on pourrait aussi qualifier de « relativiste », de nominaliste ou encore d'« idéaliste » voit essentiellement dans les mots des abstractions créées de toutes pièces par le travail de nomenclature. Dans cette perspective, la SI apparaît alors comme une construction mentale, autant individuelle que collective. En ce sens, businessmen de l'industrie « high tech », publicitaires, mass médias, conseillers politiques en tout genre, scientifiques de disciplines diverses participeraient tous à leur manière à l'élaboration d'une représentation sociale dont le référent matériel n'est pas identifié voire même identifiable. A nouveau, spécifier les différents acteurs et préciser la nature exacte de leur rôle dans ce processus mériterait un travail en soi qui dépasse de loin le cadre de la présente communication. Nous nous contenterons donc de rappeler que cette idée de SI comme construction idéologique, à la fois, n'est pas nouvelle (voir par exemple Brants, 1989) et commence à s'étayer au travers d'investigations empiriques⁷. Aussi, nos propres recherches corroborent-elles le caractère proprement idéal de la SI puisqu'une de leurs principales conclusions est que le sens même de la notion de SI dépend très fortement de la situation discursive dans laquelle elle est insérée (contexte, statut des protagonistes, but de l'interaction, etc.)⁸.

Rappelons que l'attitude constructiviste n'est pas sans liens avec la posture « réaliste ». Ne serait-ce que parce qu'il y a de fortes chances que l'élaboration intellectuelle de la SI agisse en retour sur la réalité du monde. En effet, au même titre que les activités concrètes des acteurs sociaux influencent leurs représentations, il est plus que probable que ces mêmes acteurs calibreront leurs actions en fonction de leurs représentations. Ainsi, pour parachever ce qui a déjà été dit plus haut, plutôt que d'opposer radicalement posture substantiviste et nominaliste, il convient de les réunir dans une « polarisation complémentaire » ou une « complémentarité polarisée » afin de mieux analyser comment et en quoi l'idée de la SI.

loin de décrire seulement une réalité existante, participe matériellement de la réalisation même de ce qu'elle prétend désigner: ainsi passe-t-on d'une effet de discours, dans le dire, à l'autoréalisation d'une idéologie, dans le faire (Labelle, 2001 : 66).

Cette tension entre « réalisme » et constructivisme n'a sans doute pas de solution définitive, et la question demeure : la SI correspond-elle à une réalité plus ou moins objectivable ou à une construction de l'esprit, éventuellement fondatrice de pratiques nouvelles ? Il reste qu'une claire perception de cette tension permet de concevoir les choses non plus en termes strictement dichotomiques mais dialectiques et incite à porter l'attention sur les liens qui unissent les « contraires » et sur la nature de ces liens.

Au delà de la problématique théorique, il importe de remarquer que la question ontologique relative à la SI revêt des enjeux tout à fait concrets. En effet, avoir tendance à considérer que la SI est un phénomène « dur », en grande partie extérieur aux représentations que l'on peut s'en faire, revient souvent à avoir tendance

⁷ Voir par exemple Clément (2000) qui, au moyen d'une théorie de l'auto-référentialité dans le processus de construction des faits sociaux, montre à quel point les discours politiques sur la SI créent véritablement un fait institutionnel par le truchement d'un langage de type performatif.

⁸ Berthoud et al. (2002).

à considérer son avènement comme inévitable et les modalités de son existence comme échappant totalement ou presque au contrôle de l'être humain. *A contrario*, estimer tendanciellement que la SI relève pour l'essentiel d'une construction de l'esprit, c'est encore reconnaître aux acteurs sociaux la possibilité de maîtriser, pour une bonne partie du moins, leur destin en la matière. De fait, dans beaucoup de discours contemporains, la SI est présentée comme inéluctable, et en même temps tout devrait être fait pour l'instaurer. S'établit ainsi une dialectique de l'inéluctabilité versus volontarisme⁹. Cette tension en recoupe une autre, celle du fait versus projet; la SI est décrite à la fois comme étant déjà en place, déjà là et comme un projet dont la réalisation est en devenir. Que la SI soit conçue comme un fait accompli et comme une potentialité, un plan encore plus ou moins malléable, induit un flou sur ce qui relève du constat établi, du probable, du possible et du souhaitable. Ce flou n'est certainement pas toujours aussi naïf que cela, comme nous le verrons par la suite.

La société de l'information comme Nouvel Age

Evidemment, la question de la nature ontologique de la SI se trouve étroitement liée à la question du contenu sémantique de l'idée de SI. A ce propos, force est de constater que l'usage de cette notion revient en général à marquer l'idée du remplacement d'une époque, d'un âge, d'une civilisation ou d'une société antérieure par une époque, un âge, une civilisation ou une société nouvelle. Cette acception de la SI, en tant qu'à la fois cause et effet d'une rupture sociale radicale, est largement répandue comme l'atteste la présence dominante d'une rhétorique révolutionnaire, du «rien ou presque n'est plus comme avant», dans le discours actuel consacré à l'«Age de l'information» ou l'«Ère digitale»¹⁰. Que cette conception de la SI soit en priorité l'apanage de la tendance «réaliste» fait peu de doutes. Ainsi, par exemple, Bell (1976)¹¹ parle bien de société post-industrielle pour marquer le passage à une nouvelle période. Même si, d'une certaine manière, un cadre général de réflexion usuel perdure chez le célèbre prospecteur (l'adjectif «industriel» reste), le préfixe «post» ne tente pas moins de traduire l'idée de scission avec l'ordre ancien des choses.

Quoi qu'il en soit, à cette conception très généralisée de la SI en tant que nouvelle époque, des critiques ont été formulées, que nous nous limiterons ici à évo-

⁹ «La révolution de l'information modifie en profondeur notre conception de la société, de son organisation, et de sa structure. Nous sommes placés devant l'alternative suivante: soit nous saisissons les chances qui s'offrent tout en maîtrisant les risques, soit nous nous plions aux circonstances avec toutes les incertitudes que cela comporte» (Union européenne, 1994: 6).

¹⁰ «Compte tenu de l'importance primordiale que revêt aujourd'hui l'information dans tous les domaines de la vie, et par analogie avec les termes d'«âge de la pierre», «âge de fer» ou «ère industrielle», il est évident que l'on peut désormais qualifier notre époque d'«ère de l'information». [...] Le propos de ce document est donc la Suisse dans l'ère de l'information, ou la Suisse et la société de l'information» (Groupe de réflexion, 1997: 11). Notons qu'il règne alors une certaine confusion entre âge (ère, époque, etc.) et société.

¹¹ Cet auteur représente incontestablement une des figures centrales pour les penseurs du renouveau contemporain théorique de la notion de SI. Nous laisserons cependant la paternité du renouveau économique-politique de cette notion (même si l'expression en propre n'est alors pas employée) à l'initiative gouvernementale américaine de la *National Information Infrastructure* (NII) et de la *Global Information Infrastructure* (GII) au début des années 1990.

quer. L'argument fondamental de ce faisceau d'objections se résume en une seule proposition : la SI ne représente en rien un dépassement du système capitaliste, ni même un dépassement du principe industriel (voir, entre autres, Lyon, 1986 ; Salvaggio, 1989 ; Schiller, 1999 ; Garnham, 2000). On ne peut dès lors pas parler de rupture radicale ni, *a fortiori*, d'émergence d'une nouvelle époque profondément différente de la précédente. De l'avis des tenants de cet argumentaire, les développements actuels – pour autant que les indicateurs quantitatifs habituellement présentés convainquent suffisamment – ne constituent en réalité que l'apparition d'une économie de l'information, économie parfaitement explicable par le mode de production (moyens de production et rapports sociaux de production) du capitalisme industriel dès la révolution industrielle. En effet, si le capitalisme se caractérise au minimum par les principes de la propriété privée, de la recherche du profit et de l'accumulation de la richesse dans le cadre de cette recherche du profit (la croissance), alors la transformation de l'information en bien économique et l'apparition d'une économie de l'information relèvent pleinement de la logique capitaliste. De surcroît, cette transformation et cette apparition se révèlent pleinement soutenues par la dynamique de l'industrialisation : développement extensif des moyens de production (machines et main-d'œuvre) ; contrôle le plus serré possible des marchés (tant au niveau de la production qu'à celui de la consommation), ce qui implique une gestion administrative efficace (le traitement de l'information, la prise de décision « rationnelle ») ; etc. En d'autres termes, même si l'on admet la survenue d'une véritable *économie* de l'information, l'existence d'une telle économie ne présage en rien de l'existence d'une *société* de l'information se caractérisant par une transformation des bases de l'organisation sociale¹². Dans cette perspective, beaucoup de ceux qui considèrent la SI comme une nouvelle époque omettent dès lors de prendre en considération les conditions et relations sociales à un moment donné, en un lieu donné, et passent sous silence en particulier les rapports de force nécessairement liés à ces conditions et relations sociales.

La marche ascendante

Au delà de ce débat finalement de nature assez classique entre rupture et continuité ou, de façon plus sophistiquée, entre continuité dans la rupture et rupture dans la continuité, force est de constater que l'idée de SI comme nouvelle époque ou nouvelle civilisation s'inscrit souvent dans une conception de l'histoire d'un genre particulier : le « développementalisme ». Dans le cadre de cette approche, les différents types sociaux envisagés, dont la SI en est un, sont insérés dans des chaînes évolutives comme autant d'étapes successives d'un même développement. Cette manière d'appréhender les choses n'est pas nouvelle, et les exemples de chaînes développementales en anthropologie culturelle et en sociologie ne manquent pas : société tribale → société esclavagiste → société féodale → société capitaliste → société socialiste ; société de chasse et de cueillette → société pastorale et/ou horticultrice → société agricole → société industrielle ; société sous-développée → société développée ; etc. ; et bien évidemment, société traditionnelle → société industrielle → société postindustrielle ou société de l'information.

¹² A moins, peut-être, de présumer qu'un saut qualitatif peut se réaliser à partir d'un accroissement quantitatif. Force est de constater qu'un tel procédé reste alors encore pour le moins mystérieux.

Il ne fait pas de doute que certaines acceptions de la SI relèvent même d'une tradition proprement évolutionniste¹³. Nous en prenons pour preuve les travaux de Tadao Umesao dont Youichi Ito (1981, 1991) nous dit qu'ils sont aux fondements de l'école japonaise des études sur la SI voire même, par là, à l'origine de l'expression proprement dite de SI. Umesao (1963) théorise une équivalence entre le sens de l'évolution biologique et le sens du développement des sociétés et de leur activité productrice essentielle. A l'évolution biologique correspond : l'apparition des organes endoderms comme les poumons et les organes de digestion qui assurent les fonctions végétatives et la survie de l'organisme ; puis l'essor des organes mésoderms comme les os, les muscles, les organes génitaux qui permettent la locomotion, la (re)production et l'extension de l'environnement de l'organisme ; et enfin le déploiement des organes ectoderms comme le système nerveux, le cerveau, les organes sensoriels qui remplissent les fonctions de régulation et garantissent le contrôle de l'organisme et de son comportement. A l'évolution des sociétés correspond : la présence quasi exclusive des activités agricoles et d'élevage qui caractérisent des sociétés où la production de nourriture occupe la majeure partie des activités humaines ; puis l'émergence des activités industrielles qui définissent des sociétés de production et de consommation de masse de biens matériels et d'énergie, et qui sont dotées d'un système de transport développé ; et enfin la prééminence des « industries de l'information » (*information industries*) qui spécifient des sociétés de production et de consommation de masse d'information et de connaissances, et où l'éducation supérieure, les activités intellectuelles et culturelles créatives sont largement répandues (Ito, 1981 : 672-673, 1991 : 3-5). Ce type d'analogie peut, plus ou moins subrepticement, faire le lit non seulement de positions politiques conservatrices mais aussi d'interprétations en sciences sociales qu'une bonne partie de ces mêmes disciplines jugent désormais irrecevables. Car l'évolutionnisme et ses multiples versions plus ou moins édulcorées mobilisent une idée de directionnalité : l'histoire des sociétés humaines a un sens et correspond donc à une évolution. Ces théories mobilisent de même une idée de linéarité : les types sociaux forment une seule et même chaîne de séquences différentes, liées entre elles, et dont la trajectoire unique va obligatoirement du petit au grand, du simple au complexe, de l'informel au formel, du non-différencié au différencié, du non-spécialisé au spécialisé, etc. La croyance en la marche progressive et inéluctable vers la maîtrise de tout et vers l'amélioration de la condition humaine grâce notamment à la raison et, en particulier, à ses réalisations dans les techniques donne à l'unidirectionnalité évolutionniste la forme d'une échelle ascendante où chaque type social possède une valeur différente. Cette hiérarchisation, qui place généralement au faîte le modèle social dit développé de l'Occident (la société industrielle et, maintenant, la SI), participe ainsi d'une téléologie dont les énoncés sont plus postulés que prouvés et d'un ethnocentrisme récurrent de la part de la culture dominante des pays du Nord.

Près de quarante ans après Umesao, Manuel Castells, dans la somme érudite qu'il consacre à *L'ère de l'information* (1998, 1999), semble perpétuer, non pas la tradition évolutionniste spencerienne, mais du moins l'idée générale du dévelop-

¹³ En termes organicistes et au sens spencerien de progrès, et non plus au sens restreint de mutation au hasard et de sélection de la mutation par les contraintes environnementales.

pement ascendant. En effet, outre le titre évocateur de la série, Castells en vient, à la fin du premier volume, à brosser un tableau très général du parcours de l'humanité: dans les premiers temps, la nature domine la culture, puis la culture domine la nature et, enfin, la culture renvoie à la culture par le truchement de la toute puissance de l'organisation réticulaire. Ainsi, à bien des égards, il apparaît difficile, voire impossible, de se départir de la vision de la progression, de la marche ascendante, tant elle paraît participer de la Modernité et de sa manière particulière de percevoir le monde. Et faire usage de la notion de SI, souvent envisagée dans le sens de nouvelle époque, n'arrange évidemment pas les choses à ce niveau.

La place de la technique et la nature du changement social

La SI conçue comme nouvelle époque ou nouvelle civilisation qualifie par là une (des) société(s) dans son (leur) ensemble. Or, du moment que toute société dispose et manipule de l'information, et ceci quelles que soient les techniques utilisées, et du moment que toute société a une économie quelle qu'elle soit, la SI apparaît essentiellement caractérisée par les technologies numériques et l'économie de l'information. Ainsi, un déterminisme technico-économique semble prévaloir¹⁴ tant le procédé de digitalisation, et le commerce qui y est afférent, apparaisse comme le fondement unique de la société et comme le seul moteur des transformations sociales. Comme dit plus haut, les conditions et rapports sociaux semblent alors oubliés, à moins de considérer les techniques et l'économie comme des résultantes de ces mêmes conditions et rapports.

La définition d'une société peut-elle vraiment se réduire à l'utilisation d'une technique particulière et/ou à une activité économique spécifique quand bien même cette technique et cette activité économique seraient « nouvelles »? Nous n'avons pas ici la prétention de résoudre cette épineuse question. Nous nous contenterons de remarquer que le problème n'a rien d'inédit: il occupe la réflexion en sciences sociales au moins depuis l'interrogation de Karl Marx sur les relations entre infrastructure et superstructure. Ajoutons pour résumer ce point que, en plus de la linéarité développementale, la SI comme nouvelle époque, et l'approche « technocentriste » qui souvent en découle, introduisent une seconde linéarité (certes généralement atténuée par une rhétorique opportune): celle qui fait accroire non seulement que sphères technique, économique et sociale se différencient aisément mais aussi que la technologie (digitale en l'occurrence) « détermine » l'économie qui, elle, « détermine » le social.¹⁵

Des enjeux politiques directs

Le premier de ces enjeux se traduit par le renforcement du pôle de l'inéluclabilité dans la dialectique de l'inéluclabilité versus volontarisme dont nous avons

¹⁴ Peut-être devrions-nous plutôt parler de « techno-économocentrisme » car rares sont ceux qui ne prennent pas des précautions oratoires.

¹⁵ «[...] nous vivons à l'heure des mutations rapides aux niveaux personnel, national et mondial. Le principal agent de mutation est la technologie digitale qui a écloré avec la révolution de l'information et de la connaissance. Elle a accéléré la convergence technologique et provoqué les tendances à la mondialisation, à la libéralisation et à la privatisation » (Mutai, 2000).

déjà parlé au sujet des approches « réaliste » et constructiviste. En effet, la rhétorique de la « révolution » (la rupture) qui accompagne inévitablement l'idée de SI comme nouvelle époque, de même que les actions concrètes qui s'ensuivent, tendent à être légitimées par la conception développementale (la continuité de l'évolution) qui incite alors à voir le nouveau stade comme une étape supplémentaire du progrès, comme quelque chose qui est donc obligatoirement bénéfique.

Plus encore, la prévalence du point de vue techno-économique souvent lié à la notion de SI comme nouvelle époque, contient en elle les germes d'une éviction du politique¹⁶. Comme déjà évoqué plus haut, certains auteurs critiques (voir, entre autres, Webster et Robins, 1989; H. Schiller, 1996; D. Schiller, 1999; Garnham, 2000) estiment que, pour autant qu'il y ait une SI, loin de s'écarter d'une société du capitalisme industriel, celle-ci prolongerait alors la doctrine du rationalisme, le contrôle et les formes de domination qui sont en place depuis longtemps déjà dans ce type de société. Ainsi, Franck Webster et Kevin Robins (1989) placent les débuts de la SI – si SI il devait y avoir, évidemment – aux origines de l'organisation scientifique du travail (Taylor) et du management (rationnel, scientifique, technique) de la production, de la consommation, de la vie politique, etc. Du moment que l'on suit les analyses de ces deux auteurs, on est alors en droit de se demander si la primauté continuellement accordée dans nos sociétés à la gestion technocratique de l'homme et de la société ne conduit pas à définir un ordre de problèmes et une gamme de réponses possibles étroitement techniques, en excluant par là la sphère du politique c'est-à-dire une circonscription des difficultés et une recherche des solutions en termes d'opinions, de valeurs et de leur confrontation. Ainsi, à titre d'exemple, les forums de discussion sur Internet et le « confort » supplémentaire que peut représenter pour le citoyen le vote électronique sont-ils en mesure de résoudre à eux seuls les problèmes d'abstentionnisme et, plus généralement, la crise des systèmes démocratiques?¹⁷

En définitive, alors que l'idée de SI en tant que nouvelle époque doit encore donner les preuves de sa valeur descriptive et/ou explicative, elle semble déjà revêtir tous les atours d'une notion prescriptive et idéologique, indiquant quelles actions sont appropriées et légitimant par là une vision spécifique du monde. Devrions-nous donc en déduire avec Philippe Breton que

L'histoire de l'introduction de l'informatique dans la société, depuis le premier ordinateur de 1948, jusqu'aux dizaines de millions d'aujourd'hui, est la répétition de la même litanie : l'ordinateur ne répond pas à un besoin. Il le crée. Chaque vague d'informatisation a été précédée d'un tir de barrage idéologique conséquent, dont l'objectif est de prouver que la technique est la solution. La réussite de l'informatique est la réussite de l'idéologie qui lui prépare le terrain. C'est pourquoi les vrais informaticiens sont d'abord des idéologues (Breton, 1992 : 48)?

¹⁶ Ce qui est en soi une attitude politique...

¹⁷ « Les community networks représentent un nouveau moyen très prometteur pour l'établissement d'une vie politique publique » (Groupe de réflexion, 1997 : 29).

LA SI COMME ASPECT PARTICULIER DE SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES?

Afin d'éviter les difficultés liées à l'idée de SI comme nouvelle époque, pourrait-on se borner à la considérer uniquement comme la caractérisation d'une perspective particulière sur les sociétés contemporaines? (Böhme, 1997). Cette manière d'envisager la SI renvoie à la problématique de la spécialisation des points de vue ou des angles d'attaque appliqués à un même objet d'étude: les sociétés présentes en l'occurrence. Ces divers points de vue, notamment fonctions des multiples disciplines scientifiques mais aussi des nombreuses opinions concurrentes en cause, donnent vie à une pluralité d'expressions en compétition les unes avec les autres: société de masse, société de consommation, société des loisirs, société de la voiture, société de l'atome, société biotech, société de surveillance, société de communication, société de la connaissance, société de l'information, etc. Evidemment, on peut multiplier à l'envi ce type de formules en fonction des intérêts du moment. L'ennui est que chacune de ces expressions tend à « faire passer la partie pour le tout » et, par l'emploi des mots « société de... » promeut un angle d'attaque spécifique au rang de point de vue pertinent à un niveau global. Ainsi, ce genre de généralisation ne risque-t-il pas de mener aux réductionnismes qui semblent entacher la conception de la SI comme âge, ère ou civilisation?

Quoi qu'il en soit, les raisons qui font que, parmi la foule des étiquettes en concurrence, une dénomination bien précise en vient à dominer le débat à un moment donné, pour parfois retomber dans l'indifférence quelque temps après, reste un mystère dont l'élucidation apporterait sans doute beaucoup à la réflexion anthropologique et sociologique. La fortune de l'expression de société de la communication suit-elle celle de l'ensemble polymorphe des sciences des médias et de la communication? La formule de SI bénéficie-t-elle de la dépréciation du terme de communication (qui tendrait à se confondre avec la publicité) et/ou de l'engouement pour tout ce qui relève de l'informatique y compris le vocable lui-même? Loin d'un ergotage futile, une telle investigation permettrait de mettre à jour les divers enjeux qui se cachent derrière les mots. Ainsi, par exemple, le passage progressif dans les discours de l'usage de l'expression de SI à celui de l'expression de société du savoir ou société de la connaissance que nous croyons observer ces derniers temps ne reflète-t-il pas une tentative, par glissement sémantique, de nous faire prendre de l'information pour du savoir ou de la connaissance, ou de nous convaincre que les technologies numériques (moyennant certes quelques accommodements et accompagnements) permettent la transformation de l'information en savoir ou connaissance?

En fait, aussi bien au niveau de la représentation de la place de la technique, de la conception du changement social qu'au niveau des enjeux plus directs, l'interrogation cruciale subsiste: l'idée de SI comme aspect particulier de sociétés contemporaines évite-t-elle les écueils de la vision de la SI comme nouvelle époque ou ne permet-elle pas finalement de sous-entendre et d'utiliser le sens développementaliste (voire évolutionniste) et « technocentrique » de la notion tout en ne donnant pas l'impression d'y souscrire?

QUELLE ATTITUDE POUR LES SCIENCES SOCIALES?

Les questions restées en suspens qui jalonnent notre réflexion sont nombreuses. Ces questions reflètent les enjeux à la fois théoriques et plus proprement politiques qui sous-tendent la problématique de la SI. Cependant du moins, il paraît désormais établi que la notion de SI doit aussi être envisagée comme une création de l'esprit et pas uniquement comme une réalité objective en dehors des opinions des « observateurs ». En fait, le véritable aspect constructif de la confrontation entre approches « réaliste » et constructiviste réside dans la combinaison des deux.

Il ne résulte pas de ce constat, loin s'en faut, que toutes les difficultés soient résolues. Qu'on le veuille ou non, la notion de SI s'impose : constamment utilisée par les instances décisionnelles de toutes sortes et les experts du milieu académique, elle apparaît incontournable. Pourtant, nous avons vu à quel point son emploi s'avère problématique. Dans cette situation ambiguë, les sciences sociales sont en porte-à-faux, et elles se doivent de s'interroger. Ainsi, dans la perspective d'une réflexion anthropologique et sociologique plus opératoire, il devient impérieux de se demander ce qu'il convient finalement de faire de la notion de SI ? Faut-il l'abandonner définitivement parce qu'irréremédiablement invalidée par des vices rédhibitoires ? Faut-il la conserver uniquement comme une notion-repoussoir, utile seulement à une critique sans concessions ?

A notre avis, l'usage de typologies reste absolument nécessaire à la pensée en sciences sociales (et ailleurs aussi). La perception et la structuration du monde à l'aide de catégories constituent même certainement des activités humaines de base, des principes cognitifs fondamentaux de l'homme (Tiryakian, 1972 : 184). S'il apparaît dès lors difficile, voire impossible, de se passer du principe typologique, il importe par contre de garder à l'esprit que les modèles théoriques ainsi élaborés mettent à jour des tendances *potentielles* d'un système à la lumière des différences *effectives* qui ne manquent pas de se manifester entre la réalité et le modèle. Les types (sociaux par exemple) envisagés ne constituent qu'un point de comparaison, une forme pure qui ne peut pas être trouvée empiriquement. Être pleinement conscient de cela devrait permettre d'éviter autant que possible les dangers de l'exercice typologique (Tiryakian, 1972) dans lesquels tombent trop fréquemment nombre de versions de l'idée de SI : l'absence de considération du caractère partiellement arbitraire des critères de catégorisation ; la propension à mettre l'accent sur les discontinuités alors que l'expérience subjective ne trouve que des processus et des continuités ; la réification qui consiste à croire que les types tout entiers sont intrinsèquement réels, qu'ils forment vraiment des entités empiriques ; et enfin la transformation de la classification en explication causale.

Ainsi, avant de se résoudre aux expédients les plus radicaux, il conviendrait peut-être encore d'épuiser les potentialités de la notion de SI conçue cette fois véritablement en termes heuristiques et non pas comme une fin en soi.

In the final analysis, acceptance of the idea of society as information society is still largely a matter of faith, or at least of perception. Proponents of the concept appear to have taken the sheer volume of information in circulation, and its undoubted worth in economic terms, as evidence of *informatization*. Hence, (...), we have an assessment of information in nonsocial terms – *it just is* – but we must adjust to the social consequences. Therefore, if we are to understand the nature of information society and what makes it

different from previous social systems, we need a much deeper understanding of the qualitative dimension to information. We also need the ability to recognize information society when we see it. For the foreseeable future, therefore, it seems advisable to treat the information society as a concept rather than as an actuality. It serves a useful purpose both by helping to focus attention on the nature of social change and as a device by which such change can be assessed. It remains on the horizon, rather more idea than entity but, with these qualifications, it is none the less valuable for all that (Martin, 1995: 14).

Pour paraphraser, en termes plus appuyés encore, la proposition de William Martin, la SI pourrait gagner à être considérée comme un type idéal weberien susceptible de nous aider à penser le *changement* social (ce qui ne veut pas dire l'*évolution* sociale) et ceci dans certains de ses aspects seulement, comme un type idéal dont on ne présuppose alors pas la réalisation probable ni même possible. Dans ce cadre-là, reste encore, et ce n'est pas la moindre des choses, à définir un contenu pertinent à cette notion et peut-être même à forger une expression plus adéquate, permettant de se départir suffisamment du « sens commun » lié à l'idée de SI.

Institut d'anthropologie et de sociologie
Université de Lausanne

RÉFÉRENCES

- Bannon, Liam (1997). « Conceptualising 'The Information Society' ». *The Economic and Social Review* 28(3), 301-305.
- Bell, Daniel (1976). *Vers la société postindustrielle*. Paris: Laffont (première publication en anglais en 1973).
- Bell, Daniel (1979). « The Social Framework of the Information Society » in Dertouzos, M.L., Moses, J. (eds), *The Computer Age: a Twenty-Year View*. Cambridge, MA: MIT Press, 163-211.
- Berthoud, Gérald, Ischy, Frédéric et Simioni, Olivier (2002). *La société de l'information: la nouvelle frontière?* Rapport final adressé au Fond national suisse de la recherche scientifique (subvention no 12-55445.98).
- Böhme, Gernot (1997). « The Structures and Prospects of Knowledge Society ». *Social Science Information* 36(3), 447-468.
- Brants, Kees (1989). « The Social Construction of the Information Revolution ». *European Journal of Communication* 4, 79-97.
- Breton, Philippe (1992). « L'esprit et la matière. Bref plaidoyer pour une sociologie amontiste des techniques » in Prades, J. (dir.), *La technoscience. Les fractures des discours*, Paris: L'Harmattan, 45-51.
- Castells, Manuel (1998). *L'ère de l'information: Tome 1, La société en réseau*. Paris: Fayard.
- Castells, Manuel (1999). *L'ère de l'information: Tome 2, Le pouvoir de l'identité; Tome 3, Fin de millénaire*. Paris: Fayard.
- Clément, Fabrice (2000). « Société de l'information ou société 'informationnelle'? L'Europe et les Etats-Unis face aux nouvelles technologies de l'information » in Berthoud G., Cerqui, D., Clément, F., Ischy, F. et Simioni, O., *La « société de l'information »: une idée confuse?*, Université de Lausanne: Institut d'anthropologie et de sociologie, « Pratiques et théories des sciences et des techniques » no VI, 77-90.
- Dordick, Herbert S. et Wang, Georgette (1993). *The Information Society. A Retrospective View*. Newbury Park, CA: Sage Publications.
- Duff, Alistair S. (2000). *Information Society Studies*. Londres, New York: Routledge.

- Garnham, Nicholas (2000). «La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie. Une critique». *Réseaux* 101, 53-91.
- Groupe de réflexion (1997). *La Suisse et la société de l'information*. Rapport du Groupe de réflexion à l'intention du Conseil fédéral suisse.
- Ito, Youichi (1981). «The 'Johoka Shakai' approach to the study of communication in Japan» in Cleveland Wilhoit, G. et de Bock, H. (eds), *Mass Communication Review Yearbook, volume 2*, Beverly Hills: Sage Publications, 671-698.
- Ito, Youichi (1991). «Birth of Joho Shakai and Johoka concepts in Japan and their diffusion outside Japan». *Keio Communication Review* 13, 3-12.
- Jospin, Lionel (1997). «Préparer l'entrée de la France dans la société de l'information». Conférence donnée par le Premier ministre à Hourtin, le 25 août 1997, Université de la communication. <http://www.premier-ministre.gouv.fr/PM/D250897.HTM>
- Labelle, Sarah (2001). «La société de l'information', à décrypter!». *Communication et langages* 128, 65-79.
- Lyon, David (1986). «From 'Post-Industrialism' to 'Information Society': A New Social Transformation?». *Sociology* 20 (4), 577-588.
- Machlup, Fritz (1962). *The Production and Distribution of Knowledge in the United States*. Princeton: Princeton University Press.
- Martin, William J. (1995). *The Global Information Society*. Aldershot: Aslib Gower.
- Mattelart, Armand (2000). «L'âge de l'information: genèse d'une appellation non contrôlée». *Réseaux* 101, 21-52.
- Mattelart, Armand (2001). *Histoire de la société de l'information*. Paris: La Découverte.
- Mutai, Jan (2000). Allocution du Secrétaire général de l'Union africaine des télécommunications à la «GIIC African Communication Conference». <http://www.atu-uat.org/fr/index.phtml?Page=Giic>
- Porat, Marc Uri (1976). *The Information Economy and the Economics of Information: A Literature Survey*. Stanford: Stanford University.
- Salvaggio, Jerry (ed.) (1989). *The Information Society: Economic, Social and Structural Issues*. Hillsdale, NJ: Erlbaum.
- Schiller, Dan (1999). *Digital Capitalism: Networking the Global Market System*. Cambridge, MA: The MIT Press.
- Schiller, Herbert I. (1996). *Information Inequality: The Deepening Social Crisis in America*. New York: Routledge.
- Simioni, Olivier (2000). «La société de l'information: émergence et multiplication des discours» in Berthoud G., Cerqui, D., Clément, F., Ischy, F. et Simioni, O., *La «société de l'information»: une idée confuse?*, Université de Lausanne: Institut d'anthropologie et de sociologie, «Pratiques et théories des sciences et des techniques» no VI, 45-76.
- Tiryakian, Edward A. (1972). «Typologies». *International Encyclopedia of Social Sciences*, vol. 16, pp. 177-186.
- Tsoukas, Haridimos (1997). «The Tyranny of Light. The Temptations and the Paradoxes of the Information Society». *Futures* 29(9), 827-843.
- Umesao, Tadao (1963). «Joho Sangyo Ron (On Information Industries)». *Hoso Asahi*, janvier 1963, 4-17.
- Union européenne (1994). *L'Europe et la société de l'information planétaire*. Recommandations au Conseil européen.
- Webster, Franck et Robins, Kevin (1989). «Plan and Control: Toward a Cultural History of the Information Society». *Theory & Society* 18(3), 323-351.
- Webster, Franck (1994). «What Information Society?». *The Information Society* 10, 1-23.